

Journée internationale de la femme, 8 mars 2005
Confortés par nos progrès, accélérons le changement

Déclaration de Noeleen Heyzer, Directrice exécutive
Fonds de développement des Nations Unies pour la femme (UNIFEM)

La Journée internationale de la femme en 2005 marque un tournant pour les femmes. Au cours de la décennie qui s'est écoulée depuis Beijing, les signes de progrès se sont multipliés. Il est de plus en plus largement admis que l'égalité entre les sexes, comme l'affirme la Déclaration du Millénaire, est une condition nécessaire pour éliminer la pauvreté et promouvoir un développement durable. Il est désormais reconnu que la propagation du VIH/sida est un problème lié à la dimension genre aussi bien qu'un problème de santé, et l'impact de la guerre sur les femmes et le rôle des femmes dans le renforcement de la paix ont été soulignés et reconnus par le Conseil de sécurité dans sa résolution 1325. Les droits fondamentaux des femmes — consacrés et protégés par la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes (CEDAW), aujourd'hui ratifiée par 179 pays — font aujourd'hui partie de tous les grands programmes d'action nationaux, régionaux et internationaux.

Des projets de loi sont en cours d'élaboration pour renforcer la sécurité économique des femmes dans des domaines aussi cruciaux que le droit foncier, le droit de propriété et le droit successoral, des conditions d'emploi décentes et l'accès au crédit et aux marchés. Quarante-cinq pays au moins ont aujourd'hui des lois contre la violence familiale, tandis que 20 autres préparent actuellement de nouvelles lois contre les actes d'agression afin d'y englober la violence familiale. Pour la prévention et le traitement du VIH/sida, et pour les mesures d'assistance en rapport avec la maladie, les gouvernements adoptent désormais une législation et des politiques qui tiennent compte des critères d'équité entre les sexes. Et des contingents ou d'autres mesures positives ont été adoptés afin d'améliorer la représentation des femmes aux niveaux politiques de la prise de décisions dans toutes les régions, y compris dans beaucoup de pays qui émergent de conflits et aspirent à construire des sociétés pacifiques et plus démocratiques.

Au cœur de tous ces progrès, il y a les militantes qui agissent pour les droits des femmes et l'égalité entre les sexes. En cette Journée internationale des femmes, nous honorons celles qui travaillent inlassablement — expliquant, organisant, mobilisant — pour que l'égalité entre hommes et femmes soit un thème toujours au cœur de l'actualité.

Et pourtant, tout en nous réjouissant des progrès accomplis, nous savons qu'ils ont été trop lents. Trente ans après le début de la Décennie de la femme, et 10 ans après Beijing, c'est encore un visage de femmes que nous avons sous les yeux quand nous parlons de la pauvreté, du VIH/sida, de conflits violents et de bouleversements sociaux, de traite d'êtres humains. La violence perpétrée contre les femmes, déjà atroce en temps de paix, s'exacerbe pendant les conflits armés où la violence sexuelle est aujourd'hui couramment employée comme arme de guerre et il y a partout dans les emplois mal rémunérés, précaires et dangereux, un nombre disproportionné de femmes qui luttent pour échapper, elles et leur famille, à la pauvreté.

Pour rompre les cycles de la pauvreté, de la violence et de la discrimination contre les femmes, il faut avancer plus vite, et sur un front plus large. Pour y parvenir, que faudra-t-il faire?

D'abord, il faudra de la détermination dans l'exécution, et une plus grande responsabilité. En ce qui concerne la violence contre les femmes, pour prendre un exemple, nous avons tiré les leçons de l'expérience. Depuis sa création en 1997, le Fonds d'affectation spéciale d'UNIFEM pour l'élimination

de la violence contre les femmes a mis en contact des organismes et des institutions des Nations Unies et des réseaux de femmes pour appuyer 175 initiatives dans 96 pays. Aujourd'hui, le Fonds d'affectation spéciale d'UNIFEM s'efforce plus particulièrement d'assurer l'application effective du vaste arsenal de lois et de mesures adoptées pour s'attaquer aux formes multiples de violence auxquelles les femmes sont confrontées. Les stratégies mises en œuvre par le Fonds d'affectation spéciale donnent des résultats parce qu'elles visent simultanément des niveaux multiples et des secteurs multiples, transformant les relations de pouvoir et renforçant les moyens d'organisation des femmes de manière à s'attaquer aux causes socio-économiques de la violence sexuelle; elles privilégient la participation de la communauté et les hommes y sont associés en tant que partenaires. Chaque année, le Fonds d'affectation spéciale se voit dans l'impossibilité de répondre à toutes les demandes qu'il reçoit : l'année dernière encore, il a reçu des demandes de projets d'un montant total de plus de 15 millions de dollars. Or, il ne peut actuellement distribuer que 1 million de dollars par an. Cette action doit être financée et doit pouvoir compter sur toutes les ressources nécessaires.

De plus, les grandes institutions doivent se transformer pour que les considérations d'équité entre les sexes deviennent partie intégrante de leurs politiques, de leur programmes et de leurs pratiques. Trop souvent, les considérations d'équité entre les sexes figurent dans le préambule des programmes ou les déclarations de politique générale et ne sont pas prises en compte dans les mécanismes de mise en oeuvre ou de suivi des résultats. Les femmes ont compris que, pour voir comment les gouvernements donnent suite à leurs engagements envers les femmes, il faut suivre l'argent et faire travailler l'argent. UNIFEM a des activités dans plus de 30 pays à l'appui d'initiatives nationales et locales pour faire en sorte que les perspectives d'équité entre les sexes soient prises en compte dans les processus de budgétisation et que des données ventilées par sexe soient recueillies et mises à profit pour l'élaboration des politiques publiques. Nos programmes montrent que le changement peut effectivement se produire — mais il faut pour cela de l'argent, ainsi qu'une ferme détermination.

Enfin, pour renforcer les bases institutionnelles de l'égalité entre les sexes dans le système multilatéral, il faut prévoir dans les institutions un défenseur de l'égalité hommes-femmes doté de pouvoirs accrus. Il ne s'agit pas seulement de placer dans les institutions des spécialistes rompus aux problèmes d'équité entre les sexes. Le recours à un plus grand nombre de spécialistes des problèmes d'équité entre les sexes ou à d'autres mesures techniques ne peut pas, à lui seul, remplacer un manque de volonté politique ou l'absence de l'autorité nécessaire pour remédier à une exécution déficiente. Nous savons ce qui marche — mais si la cause de l'équité entre les sexes ne peut pas compter sur un défenseur suffisamment puissant doté d'un statut, d'une autorité et de ressources suffisantes, ce savoir et ce savoir-faire ne seront pas utilisés. C'est un gaspillage que nous ne pouvons pas nous permettre.

Les femmes ne peuvent pas attendre encore 30 ans. En septembre, les gouvernements du monde se réuniront pour passer en revue les progrès accomplis dans la poursuite des objectifs du Millénaire pour le développement, adoptés en 2000 lors du Sommet du Millénaire. La Déclaration du Millénaire indique clairement que l'égalité entre les sexes est un objectif important, non seulement en tant que tel, mais aussi pour la réalisation des autres objectifs. Pour trouver des solutions durables aux problèmes énumérés dans la Déclaration, qui comprennent à la fois le développement humain et la sécurité, les femmes de notre monde planétaire — c'est-à-dire la moitié de sa population — doivent être dotées de moyens d'action qui leur permettent de faire profiter cet effort de leur savoir et de leurs idées.

Il a fallu 30 ans pour arriver aussi loin. Aujourd'hui, nous devons d'urgence aller de l'avant — en améliorant la mise en oeuvre, en renforçant la responsabilité et en mobilisant des ressources adéquates pour préparer l'avènement d'un monde où l'on vivra libre de la gêne et libre de la peur. Nous le devons à la prochaine génération.